

LE PROLÉTARIAT (1)...

Pour lutter contre le capitalisme, le prolétariat a-t-il des possibilités plus grandes que dans nos pays démocratiques? Le gouvernement des soviets, qui abandonne chaque jour un peu plus son programme maximal, laisse-t-il à l'ouvrier le soin de diriger lui-même sa bataille économique? Nous ne le pensons pas; Le syndicat est, en Russie, sous le contrôle direct du gouvernement et nous trouvons à la tête des organisations ouvrières les mêmes hommes qu'à la tête du gouvernement. Cela peut sembler un paradoxe. C'est cependant l'expression de la vérité la plus exacte, et nous voyons ce gouvernement, par raison d'État, soutenir la bourgeoisie et prétendre défendre la classe ouvrière.

La classe ouvrière opprimée là-bas comme ici est donc obligée de se dresser contre la bourgeoisie avec la seule arme à sa portée: la grève, et cela démontre assez clairement que le gouvernement n'a aucun pouvoir sur la bourgeoisie pour l'obliger à accorder au prolétariat les légitimes améliorations qu'il réclame. Ce qu'il y a de plus paradoxal encore, c'est que les ouvriers travaillant dans les usines appartenant à l'État sont eux aussi obligés de se mettre en grève pour obtenir une plus juste répartition de la richesse économique, et nous pouvons lire dans *La Vie ouvrière* du 7 mars 1924 ce passage qui éclairera, nous le pensons, la classe ouvrière de ce pays: «*Au cours des derniers temps, plus de 600 ouvriers à domicile ont participé aux grèves dans l'industrie des cuirs et peaux. Toutes ces grèves se terminèrent par la victoire complète des ouvriers à domicile et la conclusion d'une série de contrats collectifs*».

Comme de juste, dans toute grève il y a la partie adverse, et la répression s'exerce violemment contre le prolétariat en révolte. Ce n'est que par la volonté de vaincre que le prolétariat obtient petit à petit certaines améliorations et nous serions heureux que les fidèles défenseurs de la «*Russie bolchéviste*» viennent nous faire comprendre, même en usant d'une démonstration par l'absurde, qu'un organisme gouvernemental qui oblige un prolétariat à faire grève et qui s'oppose aux revendications ouvrières est un défenseur de ce même prolétariat et en est l'expression la plus synthétique.

Mais pourquoi s'étonner? N'avons-nous pas vu un secrétaire de la *Confédération générale du Travail unitaire* oser déclarer que l'ouvrier devait, en Russie, subir son sort sans protester, et que faire grève était un crime?

La raison d'État a fait place au droit syndical et le prolétariat russe est moins libre que le prolétariat occidental. La force numérique n'est rien, si l'on considère que le syndicat russe est un vaste bureau de placement et que, seul, il a la possibilité de fournir du travail aux chômeurs. On se syndique en Russie par nécessité, par besoin, mais non pas par conviction, et la liberté d'expression est nulle. La minorité, si elle se manifestait, serait impitoyablement brimée, aussi avons-nous assisté, dans le pays du prolétariat, à une réunion secrète, comme au bon vieux temps des tsars.

Un des secrétaires de la C.G.T.U., Dudillieux, était présent, et manifesta son étonnement lorsque les camarades révolutionnaires lui apprirent qu'ils seraient emprisonnés si les autorités soviétiques apprenaient qu'ils étaient entrés en contact non officiel avec les délégués étrangers.

Nous pouvons affirmer sans crainte d'être démenti que la terreur rouge n'est pas aujourd'hui une crainte pour la nouvelle bourgeoisie, mais pour la classe ouvrière.

L'ignorance dans laquelle on maintient la classe ouvrière de ce pays sur la situation politique et sociale de son frère de Russie est voulue. Mais la vérité perce malgré tout, et la contradiction des chefs du parti communiste nous permet de dévoiler la mauvaise foi de tous ces politiciens, nourrissons de la grande révolte prolétarienne.

Jules CHAZOFF.